



GRAHAM HUGUES LA PRESSE CANADIENNE

Le centre-ville de Montréal a été pris d'assaut samedi dernier par 75 000 employés des secteurs public et parapublic de la province, qui ont manifesté pour dénoncer la lenteur des négociations.

## Les centrales syndicales pressent Québec de négocier

Les représentants dénoncent le délai d'action du gouvernement qui « met en péril les services publics »

**F**rustrées par la lenteur des négociations dans les secteurs public et parapublic, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté bruyamment leur mécontentement dans les rues du centre-ville de Montréal samedi après-midi, à quelques jours de l'échéance des conventions collectives.

Arborant le vert, les membres du front commun intersyndical composé des trois plus importantes centrales syndicales de la province se sont mis en route à la Place du Canada pour se diriger vers les bureaux du premier ministre Jean Charest situés à l'angle des rues McGill et Sherbrooke.

Tout sourire, la présidente de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), Claudette Carbonneau, le président de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), Michel Arsenault, et la porte-parole du Secrétariat intersyndical des services publics (SISP), Dominique Verreault, ont ouvert la marche, suivis des travailleurs scandant des slogans. Dénonçant tour à tour l'attitude du gouvernement qui « met en péril les services publics », les représentants syndicaux ont néanmoins dit qu'ils accueilleraient favorablement l'appel à un blitz des négociations fait vendredi par la présidente du Conseil du trésor, Monique Gagnon-Tremblay.

« Oui, on va être aux tables des négociations, mais, en même temps, il va falloir plus », a affirmé Claudette Carbonneau, avant d'ajouter qu'il fallait mettre le cap sur le 31 mars — date d'échéance des négociations —, mais surtout « sur des conventions collectives négociées et satisfaisantes ». Selon elle, les employés des secteurs public et parapublic sont « au bout du rouleau ».

De son côté, Michel Arsenault a martelé

que les services publics étaient en péril en raison du départ des travailleurs compétents vers le secteur privé. « Si on veut maintenir et améliorer les services, il faut payer les salaires que cela nécessite », a-t-il dit.

Plus vindicative, la porte-parole du SISP, Dominique Verreault, a accusé le gouvernement de faire de mauvais choix budgétaires. Selon elle, l'État fait tout pour que les listes d'attente s'allongent dans les hôpitaux, que l'accessibilité aux services soit réduite et que les personnes âgées n'aient pas de soins de santé à domicile, le tout afin d'en faire profiter le privé.

Par voie de communiqué, Monique Gagnon-Tremblay a rétorqué que « manifester c'est bien, négocier c'est mieux ». Elle a aussi tenu à rappeler « l'importance pour les deux parties de négocier de façon continue en vue d'arriver à une entente d'ici le 31 mars ».

Les syndiqués ont reçu l'appui de Québec solidaire. Sa présidente et porte-parole, Françoise David, participait d'ailleurs au rassemblement.

Rappelons que le gouvernement propose une hausse de la rémunération globale de 7 % sur cinq ans, ce qui correspond à 2,3 milliards de dollars. Quant aux demandes syndicales, elles sont de l'ordre de 3,2 milliards. Pour Claudette Carbonneau, il s'agit simplement d'un « rattrapage salarial » par rapport aux employés du secteur public.

Selon les organisateurs, la marche a rassemblé plus de 75 000 personnes venues des quatre coins de la province. La présence d'un colis suspect à la tour CIBC, située au coin du boulevard René-Levesque et de la rue Stanley, a cependant forcé la modification du trajet des manifestants.

D'après La Presse canadienne

### COLLOQUE PUBLIC

« PLAN NORD, PLANS SUD : MÊMES MENACES - MINES ET BARRAGES HYDROÉLECTRIQUES DANS LES AMÉRIQUES »

26 et 27 mars 2010

UQAM

Salle 5H-2800, pavillon Sherbrooke (200, rue Sherbrooke Ouest, métro Place-des-Arts)

Invités spéciaux :

**Ghislain Picard**

Chef de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador

**Juan Carlos Ruiz Guadalajara**

Front élargi d'opposition à la Minera San Xavier du Mexique

**Bernardo Belloso**

Association pour le développement du El Salvador — CRIPDES

**Lucie Sauvé**

Chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement, Université du Québec à Montréal

**Abraham Rivera**

Centre de recherches économiques et politiques d'actions communautaires, Mexique

**Blaise Pantel**

Observatoire de droits citoyens et autochtones du Chili

**Soniamara Maranhão**

Mouvement des personnes affectées par les barrages au Brésil, MAB

En première au Québec :

« *Tierra Sublevada: Oro Impuro* » documentaire de Fernando Pino Solanas, 92 min. Espagnol, sous-titré en anglais.

Organisé par Le Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL), l'Entraide missionnaire et la Coalition sur les impacts socio-environnementaux des transnationales en Amérique latine, Développement et paix, la Chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement, l'Institut d'études internationales de Montréal (IIEIM) de l'UQAM et le Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones (DIALOG).

Inscription sur place ou à [info@cdhal.org](mailto:info@cdhal.org)

Frais d'inscription de 5\$/jour (dîner inclus)

(Frais supplémentaires de 5\$ pour traduction simultanée espagnol-français)

Pour plus d'information, contactez :

Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL)  
514.387.5550 [caravane@cdhal.org](mailto:caravane@cdhal.org) ou visitez [www.cdhal.org](http://www.cdhal.org)